

LE DEVOIR

Souvenirs de la rédaction - Le Devoir dans la tempête d'Octobre 70



Photo: Archives Le Devoir La une du Devoir, le 19 octobre 1970.

Gilles Lesage

2 octobre 2010
Médias

Depuis cent ans, ils ont été nombreux les journalistes qui, à titre de reporters, de pupitreurs, de photographes ou de cadres de l'information, ont façonné Le Devoir. Mais eux, qu'ont-ils retenu de leurs années au journal? Pour terminer cette série, il est de mise que notre correspondant parlementaire de l'époque, Gilles Lesage, revienne sur Octobre 70.

Au Devoir depuis le printemps 1964, seul correspondant parlementaire à Québec depuis trois ans, j'ai été un témoin attentif de la Crise d'octobre 1970, dont la seule évocation éveille une lourde cohorte de sentiments, pénibles et douloureux, chez tous les Québécois qui l'ont vécue, de près ou de loin.

En fait, il n'y a pas eu une seule Crise d'octobre, mais deux: celle qui a été causée par les terroristes du Front de libération du Québec (FLQ), l'enlèvement du diplomate britannique Richard Cross et l'exécution du ministre québécois Pierre Laporte; et la grève des médecins spécialistes, choqués que l'entrée en vigueur imminente de l'assurance maladie leur interdise la surfacturation aux patients. Ce coup de gueule des sarraus blancs a tourné court, à cause d'une loi extraordinaire et des conséquences dramatiques de la crise principale qui, elle, a perduré jusqu'aux Fêtes.

Pendant toute cette période, ma tâche, comme toujours, est de suivre l'actualité quotidienne au Parlement et dans la capitale, d'en faire des comptes rendus les plus impartiaux et complets qui soient, et de les transmettre par le télégraphe du Canadien National ou par bélinographe. Brefs échanges, au préalable, avec le «pupitre», et même, de temps à autre, avec le directeur, Claude Ryan lui-même.

Car cet homme, infatigable et sans cesse sur la brèche, veut tout savoir. Non seulement ce que ses nombreux contacts personnels, son «témoin» à Québec (c'est-à-dire moi!) et les dépêches d'agences lui disent ou lui écrivent, mais les documents eux-mêmes. Pas de seconde main pour lui, mais les sources originales.

Les journées sont longues pour le directeur aux aguets, mais aussi pour ceux qui l'alimentent. Dans mon cas, le travail terminé, en soirée, je dois transmettre, par autobus, les premières versions du journal des débats, les projets de loi, rapports, dossiers et autres écrits utiles. À l'aube le lendemain, le messenger du journal les cueille au terminus pour que M. Ryan les ait au-dessus de sa lourde pile dès son arrivée au Devoir, rue Notre-Dame Est.

Tout bouge

Ça bouge à Québec, mais surtout à Montréal. Le premier ministre Robert Bourassa, élu fin avril 1970, vient tout juste d'avoir 37 ans. Néophyte, il fait face à une crise sans précédent. Avec force, il condamne le rapt de James Cross, vivement réprouvé aussi à Ottawa, touché directement par l'enlèvement du diplomate britannique en poste à Montréal.

Mais ça se complique. Les médecins spécialistes sont en grève depuis quelques jours et le gouvernement promet de ne pas laisser les choses traîner. Un conseil des ministres est prévu au Parlement le mercredi. Le même jour, le premier ministre doit se rendre à New York pour promouvoir le développement de la Baie-James. Il décide de ne pas annuler ce voyage de trois jours.

Qui le remplace alors à titre de premier ministre intérimaire pour le reste de la semaine? Pierre Laporte, député de Chambly depuis 1961, leader parlementaire, ministre de l'Immigration, du Travail et de la Main-d'oeuvre depuis la formation du premier gouvernement Bourassa, à la mi-mai 1970.

Pas question de céder quoi que ce soit à qui que ce soit, nous fait-on savoir à la suite de ce conseil présidé par M. Laporte. Ni aux toubibs, qui feront face à une loi spéciale s'ils ne retournent pas d'eux-mêmes au travail. Ni aux ravisseurs qui, avant toute discussion, doivent accepter au préalable la libération sans condition de leur otage. On s'active de part et d'autre.

Dialogue de sourds

L'action se passe à Montréal. C'est là que le gouvernement se déplace, et pas n'importe où: au 17^e étage de l'édifice d'Hydro-Québec et au dernier étage de l'hôtel Reine Elizabeth, où le premier ministre s'installe, à son retour de New York, avec ses conseillers proches et même sa famille immédiate.

Aussitôt après le rapt de M. Laporte, le samedi, M. Bourassa presse ses collègues de le rejoindre à l'hôtel du centre-ville, siège temporaire du gouvernement. Pour des raisons de commodité, assure-t-on, et non par panique ou par peur au ventre, comme on le pressent hors du cercle ministériel. Jean Drapeau, lui, poussé par son état-major policier, presse Ottawa d'envoyer l'armée en renfort, sans délai.

M. Bourassa dit à la fois oui et non: oui à des négociations raisonnables, non à des demandes insensées de la part des cellules Libération d'abord, et Chénier (celle des frères Rose) ensuite. Peut-être le recours à l'armée, si la police est débordée. Son ministre de la Justice, Jérôme Choquette, ardent partisan de la loi et de l'ordre, tenant avoué de la ligne dure et intransigeante, est agacé par les atermoiements de son patron.

La voie du bon sens

Depuis le début, le directeur du Devoir dénonce à qui mieux mieux les gestes odieux et les revendications échevelées des ravisseurs. Mais, tenant par-dessus tout à sauver la vie de M. Cross, puis celle de M. Laporte, il supplie les gouvernements de négocier et, sans céder sur l'essentiel, de trouver une porte de sortie honorable et sans effusion de sang.

Comme Le Devoir en a souvent l'habitude depuis soixante ans, le voici encore seul à promouvoir cette voie mitoyenne et de bon sens. Après avoir fait mine de l'emprunter aussi, M. Bourassa, déjà qualifié de faible, d'indécis et de louvoyant, se fait plutôt intraitable à son tour. Il invoque la paix et l'ordre public, la raison d'État.

Ce que voyant, M. Ryan réunit une quinzaine de personnalités d'horizons les plus divers qui rappellent aux trois gouvernements aux abois que cette crise épouvantable est d'abord québécoise et doit être résolue, sans coup férir, par le gouvernement élu il y a cinq mois à peine. Pour cet appel lucide, M. Ryan compte notamment sur le chef du Parti québécois, René Lévesque, les chefs des trois centrales syndicales, Louis Laberge (FTQ), Marcel Pepin (CSN) et Yvon Charbonneau (CEQ), Matthias Rioux, président de l'Alliance des professeurs de Montréal, le président des Caisses populaires Alfred Rouleau et une dizaine d'autres sommités.

Déjà seul de son espèce rare, notamment vilipendé par le nouveau chef de l'éditorial de La Presse, Jean-Paul Desbiens (alias le frère Untel, à qui Le Devoir avait autrefois ouvert ses pages), M. Ryan est soudain accusé des pires maux: non seulement, dit-on, prend-il fait et cause pour les terroristes, il complotte pour renverser le gouvernement et installer à sa place un gouvernement parallèle ou provisoire... L'argument est grossier, mais il est propagé par le maire de Montréal, devenu mégalomane et allergique au bon sens.

Solide

Le ministre de la Justice, Jérôme Choquette, fait aussi des siennes. Il profite d'un point de presse à Québec pour s'en prendre non seulement au Devoir et à son directeur, mais aussi à son reporter: «Vous représentez le seul journal au monde, avec un quotidien arabe, qui nous invite à négocier avec les terroristes!», me lance-t-il. On dit que le ministre de la Justice, matamore et surnommé «Two Guns», est lui-même armé. Je n'ai pas vérifié, craignant comme la peste tout ce qui ressemble à une arme. Je fais sûrement partie des «bleeding hearts» dont M. Trudeau se moque.

Mais Le Devoir se tient debout, solide, sans peur et sans reproche. Modestement, je suis fier d'être son reporter à Québec.

Deux jours avant le meurtre de M. Laporte, l'Assemblée nationale est convoquée d'urgence pour adopter, rapidement et facilement, une loi de retour au travail des médecins spécialistes. Elle crée aussi la «castonguette», la carte d'assurance maladie, pour le 1er novembre et interdit la surfacturation.

De la mi-octobre jusqu'aux Fêtes, des soldats, souvent très jeunes et presque imberbes, montent la garde autour du parlement et des domiciles des ministres et sous-ministres. Il faut montrer patte blanche, ce qui m'horripile. Je crains qu'un jeune militaire au costume jaunâtre tirant sur le brun ne s'enfarge dans ses grosses bottes enneigées.

Finalement, le 31 décembre, au Bye-Bye de fin d'année, Olivier Guimond et Denis Drouin nous redonnent le goût de rire avec le fabuleux sketch du soldat de Saint-Henri qui monte la garde chez un richard anglais où l'on fête le Nouvel An. Goguenard, Ti-Zoune se moque de tous ceux qui lui font encore la vie dure.

Gilles Lesage - Reporter, correspondant parlementaire puis éditorialiste au Devoir de 1964 à 1999